



# TRAVAYÈ, LÈ RIVÉ !

## LE RIVE !

Depuis maintenant 7 mois, les Travailleurs de la TCSV luttent sans relâche **kont on patron malfètè** pour le respect du droit du travail et le paiement de l'intégralité de leurs rémunérations, soit environ 400.000 euros d'arriérés de salaires. A ce jour, malgré les nombreux délits constatés par l'Inspection du Travail depuis le mois de mars 2010, malgré les condamnations prononcées par le Conseil des Prud'hommes de Basse-Terre en conciliation, malgré les conclusions des Conseillers Rapporteurs auprès du Conseil des Prud'hommes de Basse-Terre sur la réalité des heures supplémentaires réclamées par les salariés, le Conseil Général reste muet sur ce dossier, préférant se cacher derrière « c'est un conflit privé » alors que le transport des personnes relève de la compétence de ce même Conseil Général qui finance la TCSV avec l'argent public, après lui avoir octroyé une délégation de service public. Aujourd'hui, sans se tromper, on peut dire que la réorganisation des transports initiée par le Conseil Général ressemble plus à une gestion mafieuse d'un service public avec les deniers des Guadeloupéens.

Mais c'est aussi ce même Conseil Général, en charge de la lutte contre l'aèdes aegypti, depuis la loi d'août 2004, qui n'a jamais mis en œuvre une quelconque politique d'information, de prévention et de traitement de la dengue en Guadeloupe. **Wi**, nous affirmons que l'État et le Conseil Général sont directement responsables de la mort et de la contamination des Guadeloupéens. Le manège en cours, autour de l'enlèvement des carcasses de voitures et les communiqués publicitaires de l'Agence Régionale de Santé, ont pour but de rendre les Guadeloupéens responsables de leur sort. **Siw trapé ladeng, sé fòt aw !**

## MEN, A KI BITEN YO KA SÈVI ?

La question que l'on doit se poser dès lors est toute trouvée : « **Men a ki biten yo ka sèvi ?** ». Notre champion du communiqué, vient de s'acheter la Une Guadeloupe et voudrait nous faire croire qu'il veut en faire une télé pour informer, éduquer et former les Guadeloupéens. Rien de tout cela car il suffit de lire le dossier **pou vwè ki moun ki adan sa** : Erlong et Vaïtilingon, entreprises du BTP, fidèles bénéficiaires des appels d'offres de la Région (**siw vlé kontinyé, fow maché èvè mwen**). Autre associé : le groupe Loret à qui la Région a confié la gestion du fameux câble sous marin. Dans un récent audit publié sur internet, il est fait état de détournements de biens publics, de fautes de gestion, de surfacturation dans la gestion du câble profit du groupe Loret. Mais ce sont aussi des parents et alliés du Président du Conseil Régional et de son Directeur Général des Services que l'on retrouve en bonne place. Et pour boucler le cercle des parents et amis, la programmation est confiée à Trace TV dont la spécialité est la diffusion de vidéo clips. En définitive, tout ce qu'il faut pour développer les capacités d'analyse et de réflexion des jeunes de notre pays. Nous l'aurons compris,

il s'agit d'en faire une télé de propagande lurélienne. **Nou vé pa sa !**

Dans le même temps, l'INSEE nous informe que 25% des Guadeloupéens sont illettrés et que près de 60% des jeunes sont au chômage. Et pourtant, l'éducation ne relève-t-elle pas de la compétence de l'Etat et la formation professionnelle du Conseil Régional ? A moins que nos enfants (**é nou adan osi**) soient des idiots. Le plan d'urgence pour la formation et l'emploi des jeunes signé par l'Etat et les collectivités le 04 mars 2009 n'a jamais vu le jour. **Jènès Gwadeloup, a pa pwoblèm a yo !**

**Wi**, en vérité, il s'agit de faire de nous, Travailleurs et Peuple de Guadeloupe, des mendiants, des assistés, des zombis. C'est ce **démounaj** que refusent les travailleurs et singulièrement ceux de la station Total de Valkanaers à Gourbeyre. Ces derniers luttent simplement pour travailler dignement en refusant d'être des mange miettes de Total. En définitive, c'est le site d'implantation de la station qui intéresse lé **YO** afin d'y installer le parking du prochain centre commercial Hayot à Gourbeyre.

## SANS LUTTE PAS DE PROGRES.

Dans tous les secteurs d'activités, les travailleurs luttent sans relâche ; c'est le cas dans la sécurité privée, dans le nettoyage, à la CCI, dans l'action sociale, dans les collectivités, dans la santé et l'hôtellerie, dans le BTP, l'industrie et le Commerce, ..... ; Et bien entendu, tous ceux qui osent se rebeller contre l'ordre établi, tous ceux qui osent défier la pwofitasyon font l'objet d'une répression féroce. **Nou pa pè !**

## LE VOILA, LE VRAI VISAGE DE LA PATRIE DES DROITS DE L'HOMME EN GUADELOUPE.

Licenciements abusifs, non respect de l'accord Bino, remises en cause de l'Accord du 04 mars, empoisonnement à la chlordécone, chômage, corruption, misère, exclusion, pauvreté, violences, non respect du droit syndical, absence de négociation collective, racisme, discrimination, répression, mépris, ..... **C'est donc dans ce contexte que l'UGTG appelle les Travailleurs, les retraités, les jeunes, les chômeurs à resserrer les rangs et à se mobiliser pou baré van a pwofitasyon é kochi bèk a lé pwofitan. Konba la angajé !**

**Aussi, l'UGTG appelle l'ensemble des militants et adhérents à soutenir toutes les luttes en cours, à participer massivement à toutes les actions de solidarité et à se préparer à une vaste et ample mobilisation.**

**L'UGTG invite l'ensemble des militants et adhérents à se réunir en assemblée générale, an liyannaj a pawòl, an zanmi, an fanmi pou kontinyé nouri lalit pou kalbandé lèspwatasyon kapitalis é kolonyalis é konstwi on dèt Gwadeloup.**

**Sékonsa**, Mardi 14 septembre, une jeune militante de l'UGTG a été prise à partie par le président de la Cour d'Appel de Basse-Terre. Ce dernier est allé jusqu'à lui interdire de s'exprimer en créole avant de lui dire que de toutes les manières, elle serait condamnée. Dans le même temps, ce sont plusieurs dirigeants de notre Centrale qui sont poursuivis par la justice coloniale française notamment pour avoir refusé de se soumettre aux prélèvements ADN. **Non, Sendikalis pa kriminel !**

L'UGTG a donc fait le choix de vivre debout, de refuser la soumission, le mépris et l'injustice. Notre engagement et notre détermination les inquiètent **é ka fè yo pè. Nou ka di yo : Nou sé moun kon tout moun** et n'accepterons jamais que les héritiers des esclavagistes, des négriers et leurs valets locaux, que les importateurs-distributeurs, les élus mafieux, patrons véreux et autres mange miettes, tous au service de la **pwofitasyon, pran nou pou sèwpiyé a yo**. C'est le sens de notre combat au sein du LKP. **Wi, la Gwadeloup sé tan nou !**

- Vendredi 01 octobre : Meeting LKP a Sentwòz (*plas trikolò*)
- Mardi 05 Octobre : Meeting LKP a Bastè (*owa lapòs*)
- Vendredi 08 octobre : Meeting LKP a Mownalo (*douvan lanméri*)
- Mercredi 13 Octobre : Jouné Nasyonnal Solidarité épi Travayè TCSV é Valkanaers
- Lundi 18 Octobre : Procès TCSV Pridòm Bastè a 8tè.
- Vendredi 22 Octobre : Procès Lendo – Naejus a Bastè a 8tè.
- Mardi 26 Octobre : Mobilizasyon Jénéral Gwadeloup – Matinik – Guyan

**ANNOU KONTINYE NOURI LESPWA – PON DISOU PA PED –  
SE NOU MENM KA BA VI ANNOU ON SANS — NOU KE GANNYE !**